



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2005/L.11/Add.1
12 avril 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante et unième session
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
SUR LES TRAVAUX DE SA SOIXANTE ET UNIÈME SESSION**

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur: M^{me} Deirdre KENT (Canada)

TABLE DES MATIÈRES*

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa soixante et unième session	
<i>A. Résolutions</i>	
2005/3. La lutte contre la diffamation des religions	
2005/4. Le droit au développement	

* Le document E/CN.4/2005/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2005/L.11 et ses additifs.

2005/3. La lutte contre la diffamation des religions

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant que tous les États se sont engagés, en vertu de la Charte des Nations Unies, à promouvoir et à encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Rappelant également ses résolutions 1999/82 du 30 avril 1999, 2000/84 du 26 avril 2000, 2001/4 du 18 avril 2001, 2002/9 du 15 avril 2002, 2003/4 du 14 avril 2003 et 2004/6 du 13 avril 2004,

Rappelant en outre la Déclaration du Millénaire, adoptée le 8 septembre 2000 par l'Assemblée générale, se félicitant de la volonté exprimée dans la Déclaration de prendre des mesures pour faire cesser les actes de racisme et de xénophobie qui se multiplient dans de nombreuses sociétés et pour promouvoir une plus grande harmonie et une plus grande tolérance dans toutes les sociétés, et espérant sa mise en œuvre effective à tous les niveaux, y compris dans le contexte de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, adoptés en septembre 2001 par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (A/CONF.189/12 et Corr.1),

Se félicitant de la proclamation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/6 du 9 novembre 2001, du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations, et invitant les États, les organisations et organes du système des Nations Unies, dans la limite des ressources disponibles, ainsi que d'autres organisations internationales et régionales et la société civile à contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action énoncé dans cette résolution,

Se félicitant également des progrès accomplis dans le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban,

Prenant note avec regret de l'annulation de la réunion sur le thème «Civilisation et harmonie: Valeurs et mécanismes de l'ordre mondial», qui devait se tenir en Turquie en 2004 dans le prolongement de la réunion de l'Organisation de la Conférence islamique et de l'Union européenne tenue à Istanbul en février 2002, et soulignant que ce type d'initiatives visant à

approfondir le dialogue et à renforcer la compréhension entre les deux groupes de nations les plus importants d'Eurasie et d'Afrique se poursuivront,

Réaffirmant que la discrimination à l'égard des êtres humains fondée sur la religion ou la conviction constitue une atteinte à la dignité humaine et un désaveu des principes de la Charte des Nations Unies,

Convaincue que, dans un monde qui s'uniformise, la diversité religieuse et culturelle doit être considérée comme porteuse de créativité et de dynamisme et qu'elle doit promouvoir la tolérance et la compréhension ainsi que la paix et la sécurité internationales, et non servir de justification à une nouvelle confrontation idéologique et politique,

Consciente des précieuses contributions apportées par toutes les religions à la civilisation moderne et du fait que le dialogue entre les civilisations peut contribuer à faire mieux connaître et mieux comprendre les valeurs partagées par l'humanité tout entière,

Réaffirmant que la diversité culturelle constitue un atout inestimable pour le progrès et le bien-être de l'humanité dans son ensemble, et qu'elle devrait être appréciée, mise en pratique, véritablement acceptée et cultivée en tant que caractéristique permanente enrichissant nos sociétés,

Soulignant que les États, les organisations non gouvernementales, les organismes religieux et les organes d'information ont un rôle important à jouer dans la promotion de la tolérance et de la liberté de religion et de conviction par le biais de l'éducation, qui permet d'inculquer la tolérance et le respect des religions et des convictions,

Alarmée par les conséquences négatives que les événements du 11 septembre 2001 continuent d'avoir pour les minorités et les communautés musulmanes dans certains pays non musulmans et par l'image négative que les organes d'information donnent de l'islam, ainsi que par l'introduction et la mise en application de lois qui établissent expressément une discrimination à l'encontre des musulmans et les prennent pour cibles,

Alarmée également par les graves manifestations d'intolérance, de discrimination et de violence fondées sur la religion ou la conviction, ainsi que par les actes d'intimidation et de coercition motivés par l'extrémisme, religieux ou autre, qui se produisent dans de nombreuses régions du monde et menacent l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Notant avec inquiétude que la diffamation des religions constitue l'une des causes de la discorde sociale et qu'elle entraîne des violations des droits de l'homme,

Notant avec une vive inquiétude que les déclarations dans lesquelles les religions, l'islam et les musulmans en particulier, sont attaquées ont eu tendance à augmenter ces dernières années, notamment dans les enceintes de défense des droits de l'homme,

1. *Se déclare profondément préoccupée* par les images stéréotypées négatives des religions et par les manifestations d'intolérance et de discrimination en matière de religion ou de conviction encore en évidence dans certaines régions du monde;
2. *Déplore vivement* les violences et voies de fait dont des commerces et entreprises, des centres culturels et des lieux de culte de toutes religions sont la cible, ainsi que les actes visant les symboles religieux;
3. *Note avec une vive inquiétude* que la campagne de diffamation des religions s'intensifie depuis les événements tragiques du 11 septembre 2001, de même que la désignation des minorités musulmanes selon des caractéristiques ethniques et religieuses;
4. *Se déclare profondément préoccupée* par le fait que l'islam est souvent et faussement associé aux violations des droits de l'homme et au terrorisme;
5. *Se déclare également profondément préoccupée* par les programmes et orientations d'organisations et de groupes extrémistes visant à diffamer les religions, en particulier quand des gouvernements leur apportent un soutien;
6. *Déplore* l'utilisation de la presse écrite, des médias audiovisuels et électroniques, y compris l'Internet, et de tout autre moyen dans le but d'inciter à des actes de violence, à la xénophobie ou à l'intolérance qui y est associée et à la discrimination à l'égard de l'islam ou de toute autre religion;

7. *Considère* que, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de la réaction face aux mesures antiterroristes, la diffamation des religions devient un facteur aggravant qui contribue au refus de reconnaître les droits et libertés fondamentaux des groupes cibles, ainsi qu'à leur exclusion économique et sociale;

8. *Souligne* la nécessité de lutter efficacement contre la diffamation de toutes les religions, en particulier l'islam et les musulmans, notamment dans les enceintes de défense des droits de l'homme;

9. *Engage* les États à prendre des mesures énergiques pour interdire la diffusion, par le biais d'institutions et d'organisations politiques, d'idées et de documents racistes et xénophobes visant toute religion ou ses fidèles, susceptibles de constituer une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence;

10. *Engage également* les États, dans le cadre de leurs systèmes juridique et constitutionnel internes, à offrir une protection adéquate contre les actes de haine, de discrimination, d'intimidation et de coercition résultant de la diffamation des religions, à prendre toutes les mesures possibles pour promouvoir la tolérance et le respect de toutes les religions et de leurs systèmes de valeurs, et à compléter leurs systèmes juridiques en leur associant des stratégies intellectuelles et morales visant à lutter contre la haine et l'intolérance religieuses;

11. *Engage* tous les États à veiller à ce que tous les agents de l'État – y compris les responsables de l'application des lois, les militaires, les fonctionnaires et les enseignants – respectent les différentes religions et convictions et ne fassent pas preuve de discrimination pour des raisons de religion ou de conviction dans l'exercice de leurs fonctions officielles, et à faire en sorte qu'ils reçoivent l'éducation ou la formation nécessaire et appropriée;

12. *Souligne* la nécessité de lutter contre la diffamation des religions en mettant en place et en harmonisant des actions aux niveaux local, national, régional et international par le biais de l'éducation et de campagnes de sensibilisation;

13. *Engage* vivement les États à assurer à tous, en droit et dans la pratique, un accès égal à l'éducation, notamment l'accès de tous les enfants, filles comme garçons, à l'enseignement primaire gratuit, et l'accès des adultes à l'éducation et à la fourniture permanentes fondées sur le respect des droits de l'homme, de la diversité et de la tolérance sans aucune forme de discrimination, et à s'abstenir de toutes mesures juridiques ou autres visant à imposer une ségrégation raciale dans l'accès à la scolarisation;

14. *Demande* à la communauté internationale d'engager un dialogue mondial en vue de promouvoir une culture de tolérance et de paix fondée sur le respect des droits fondamentaux et de la diversité religieuse, et prie instamment les États, les organisations non gouvernementales, les organismes religieux, la presse et les médias électroniques de soutenir et de promouvoir ce dialogue;

15. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de travailler à inclure les aspects relatifs aux droits de l'homme dans le dialogue entre les civilisations, notamment:

a) En intégrant cet élément dans les séminaires thématiques et les débats spécialisés consacrés à la contribution positive des cultures, ainsi qu'à la diversité religieuse et culturelle, notamment par le biais de programmes éducatifs, en particulier le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, adopté le 10 décembre 2004;

b) En assurant la collaboration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec d'autres organisations internationales concernées, en vue de la tenue de conférences communes visant à encourager ce dialogue et à promouvoir la compréhension de l'universalité des droits de l'homme et leur mise en œuvre à divers niveaux;

16. *Charge* le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée de continuer à étudier la situation des populations musulmanes et arabes dans diverses régions du monde, la discrimination dont elles font l'objet en matière d'accès à la justice, de participation politique et de respect des cultures, ainsi que les violences et voies de fait dont leurs lieux de culte, leurs centres culturels, leurs commerces et entreprises et leurs biens sont la cible depuis les

événements du 11 septembre 2001, de présenter ses conclusions à la soixante-deuxième session de la Commission et de faire des recommandations en vue d'améliorer la situation;

17. *Demande* à la Haut-Commissaire de lui faire rapport à sa soixante-deuxième session sur l'application de la présente résolution;

18. *Décide* d'examiner cette question à sa soixante-deuxième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

44^e séance
12 avril 2005

[Adoptée par 31 voix contre 16, avec 5 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré.
Voir chap. VI.]

2005/4. Le droit au développement

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986, qui a confirmé que le droit au développement est un droit inaliénable de l'être humain, que l'égalité des chances en matière de développement est une prérogative aussi bien des nations que des individus qui la composent, et que l'être humain est le sujet central du développement et son principal bénéficiaire,

Soulignant que, dans sa résolution 48/141, en date du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme avait, entre autres, pour responsabilité de promouvoir et de protéger la réalisation du droit au développement et, à cet effet, d'obtenir un soutien accru des organisations compétentes des Nations Unies,

Rappelant toutes ses précédentes résolutions sur le droit au développement, en particulier sa résolution 1998/72 du 22 avril 1998, dans laquelle elle a évoqué la nécessité pressante de faire de nouveaux progrès vers la réalisation du droit au développement tel qu'il est énoncé dans la Déclaration,

Consciente que le groupe de travail à composition non limitée, créé pour suivre et passer en revue les progrès accomplis dans la promotion et la mise en œuvre du droit au développement, est l'unique instance mondiale qui ait pour mandat de surveiller et de passer en revue les progrès accomplis, aux niveaux national et international, dans la promotion et la mise en œuvre de ce droit, en formulant des recommandations à ce sujet et en analysant plus avant les obstacles qui en empêchent le plein exercice,

Consciente également du rôle précieux joué par l'expert indépendant sur le droit au développement, par le biais de sa série de rapports au Groupe de travail, qui constituent une contribution utile à la mise en œuvre du droit au développement,

Réaffirmant les conclusions adoptées à la troisième session du Groupe de travail (E/CN.4/2002/28/Rev.1) et la nécessité d'en assurer le suivi et la mise en œuvre,

Réaffirmant également les conclusions et recommandations que le Groupe de travail a adoptées par consensus à sa cinquième session (E/CN.4/2004/23, par. 41 à 51),

Se félicitant de la création, dans le cadre du Groupe de travail et pour aider ce dernier à s'acquitter de son mandat tel qu'il figure au paragraphe 10 a) de la résolution 1998/72 de la Commission, d'une équipe spéciale de haut niveau composée de cinq experts ayant une expérience pratique de la mise en œuvre du droit au développement et de représentants de haut niveau d'organismes, de fonds et de programmes des Nations Unies, d'organisations multilatérales s'occupant des questions financières et du développement multilatérales, ainsi que de l'Organisation mondiale du commerce,

Constatant la large participation des États, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales à la sixième session du Groupe de travail sur le droit au développement et se félicitant de leur contribution active à la promotion de la mise en œuvre

de la Déclaration sur le droit au développement, ainsi que de l'adoption par consensus des conclusions et recommandations du Groupe de travail (E/CN.4/2005/25, par. 35 à 58),

Prenant note du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (E/CN.4/2005/24),

1. *Considère* qu'il importe de préserver la volonté et la détermination politiques de tous les membres du Groupe de travail sur le droit au développement et se félicite de ce qu'ils coopèrent à l'exécution de son mandat;
2. *Se félicite* de la tenue de la première réunion de l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement du 13 au 17 décembre 2004 et rend hommage à l'équipe spéciale pour le travail qu'elle accomplit;
3. *Se félicite également* de la participation active de tous les membres de l'équipe spéciale, notamment les cinq experts régionaux et les représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce;
4. *Fait siennes* les conclusions et recommandations adoptées par le Groupe de travail sur le droit au développement à sa sixième session, telles qu'elles figurent dans le rapport du Groupe de travail, et recommande qu'elles soient mises en œuvre immédiatement, pleinement et de manière effective;
5. *Note avec satisfaction* que l'équipe spéciale de haut niveau examinera, à sa prochaine réunion, l'Objectif 8 du Millénaire pour le développement concernant le partenariat mondial pour le développement et proposera des critères pour son évaluation périodique afin d'améliorer l'efficacité du partenariat mondial en ce qui concerne la mise en œuvre du droit au développement;
6. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir tout l'appui administratif et toutes les ressources financières et humaines nécessaires à l'équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement;

7. *Note avec préoccupation* que la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme n'a pas présenté le document conceptuel demandé par la Commission dans sa résolution 2003/83 du 25 avril 2003, définissant des options pour la réalisation du droit au développement et leur faisabilité, notamment, une norme juridique internationale obligatoire des lignes directrices relatives à la mise en œuvre du droit au développement et des principes applicables à un partenariat pour le développement, en se fondant sur la Déclaration sur le droit au développement, y compris les questions que tout instrument de ce type pourrait prendre en compte, aux fins de l'étude et de l'évaluation des possibilités de mettre en pratique de telles options, et prie la Sous-Commission de présenter à la Commission sans plus tarder, à sa soixante-deuxième session, le document conceptuel demandé;

8. *Prend note* de la décision 2004/104 de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en date du 9 août 2004, sur le droit au développement;

9. *Prie* le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de continuer de fournir tout l'appui administratif et toutes les ressources financières et humaines nécessaires à la Sous-Commission pour lui permettre de mener ses travaux sur le document conceptuel;

10. *Prie* la Haut-Commissaire, lorsqu'elle assurera l'intégration du droit au développement, d'entreprendre des activités concrètes visant à renforcer le partenariat mondial pour le développement entre les États membres, les organismes de développement et les institutions internationales s'occupant du développement, des questions financières et du commerce, et de rendre compte en détail de ces activités dans le rapport qu'elle présentera à la Commission à sa soixante-deuxième session;

11. *Décide* de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail sur le droit au développement et de convoquer, avant la soixante-deuxième session de la Commission, sa septième session pour une période de 10 jours ouvrables, dont 5 consacrés à la deuxième réunion de l'équipe spéciale de haut niveau qui doit avoir lieu bien avant la session du Groupe de travail;

12. *Décide également* d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente résolution à titre prioritaire, à sa soixante-deuxième session;

13. *Recommande* au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant:

«Le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2005/4 de la Commission des droits de l'homme, en date du 12 avril 2005, approuve la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail sur le droit au développement et de convoquer la septième session du Groupe de travail avant la soixante-deuxième session de la Commission pour une durée de 10 jours ouvrables, dont 5 consacrés à la deuxième réunion de l'équipe spéciale de haut niveau qui doit avoir lieu bien avant la session du Groupe de travail.».

*44^e séance
12 avril 2005*

[Adoptée par 48 voix contre 2, avec 2 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré.
Voir chap. VII.]
